

*L'unificazione monetaria della comunita economica Europea*,  
par GIUSEPPE MIRABELLA. Un vol., 6½ po. x 9¾, relié, 89 pages.  
— SEMINARIO DI ECONOMIA POLITICA E SCIENZA DELLE  
FINANZE DELL'UNIVERSITÀ DEGLI STUDI DI PALERMO,  
Palermo, 1960

Alice Poznanska

Volume 37, Number 3, October–December 1961

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1001745ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1001745ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

HEC Montréal

ISSN

0001-771X (print)

1710-3991 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Poznanska, A. (1961). Review of [*L'unificazione monetaria della comunita economica Europea*, par GIUSEPPE MIRABELLA. Un vol., 6½ po. x 9¾, relié, 89 pages. — SEMINARIO DI ECONOMIA POLITICA E SCIENZA DELLE FINANZE DELL'UNIVERSITÀ DEGLI STUDI DI PALERMO, Palermo, 1960]. *L'Actualité économique*, 37(3), 567–568. <https://doi.org/10.7202/1001745ar>

**L'unificazione monetaria della comunita economica Europea**, par GIUSEPPE MIRABELLA. Un vol., 6½ po. × 9¾, relié, 89 pages. — SEMINARIO DI ECONOMIA POLITICA E SCIENZA DELLE FINANZE DELL'UNIVERSITÀ DEGLI STUDI DI PALERMO, Palermo, 1960.

Dernièrement les autorités américaines ont protesté contre les fluctuations du dollar canadien en alléguant que l'instabilité de notre monnaie pourrait gravement affecter les opérations du Fonds Monétaire. Cette attitude prouve combien dans le monde actuel l'interdépendance des économies nationales est étroite, autant sur le plan économique que sur le plan financier. Le professeur Giuseppe Mirabella traite des aspects de cette question dans le cadre européen, et notamment dans le cadre du Marché Commun.

La diversification des monnaies ne représente plus dans certains pays qu'une illusion de particularité nationale. La stabilité du taux de change favorise l'expansion économique et commerciale, et doit être basée sur une très grande sécurité monétaire que seule l'unification peut assurer d'une manière parfaite. Toutefois, il est normal que les gouvernements n'acceptent pas de se désaisir du moyen de pression économique et politique que représente la possibilité d'augmenter ou de restreindre la masse monétaire en circulation. La libre disposition du levier financier devient toutefois partiellement illusoire, puisqu'on tend à la soumettre de plus en plus aux mécanismes consultatifs qui s'efforcent de coordonner les politiques financières des pays membres dans le but de protéger leurs intérêts communs. Les organismes en question n'ont cependant qu'un faible pouvoir de pression sur les décisions des divers gouvernements, et un déséquilibre peut toujours se produire par suite des mesures adoptées malgré leurs observations.

En faveur de l'unification de la monnaie plaide également, selon le professeur Mirabella, le fait qu'elle permettrait un accroissement du volume de la production de même qu'une meilleure répartition géographique des investissements. Pour réaliser cet objectif, il faudrait cependant établir un système de garantie et de convertibilité assurant la sécurité et la stabilité de la valeur de la masse monétaire, et facilitant l'équilibre de la balance des comptes d'une façon permanente.

Une stabilisation du cours des changes pourrait toutefois provoquer une trop brusque chute quantitative de monnaie, ce qui affecterait certaines économies nationales. Pour le moment, il semble donc que la première mesure qui s'impose serait l'adoption d'une base commune permettant de réaliser une unification non arbitraire. Le refus, par les gouvernements, d'abandonner leur pouvoir sur la masse monétaire (moyen d'action sur l'économie), entre en quelque sorte en contradiction avec les objectifs mêmes du Marché Commun. En le créant et en acceptant d'en faire partie, les pays européens ont admis, en effet, que l'action solidaire et conjointe était préférable au maintien de régimes économiques nationaux indépendants.

Toutefois, pour le moment du moins, l'introduction d'une monnaie commune créerait de trop grandes oppositions, soit de la part des gouvernements, soit de la part des citoyens. Ceux-ci verraient une atteinte à leurs sentiments patriotiques. Il serait par contre possible de fonder un organisme chargé de contrôler les flux

dangereux de capitaux spéculatifs et de maintenir une unité de fait de la valeur monétaire. Cet organisme surveillerait également l'équilibre des balances de paiements et permettrait en réalité une réforme progressive, préférable à l'introduction d'un changement trop brusque et trop radical.

La thèse que le professeur Giuseppe Mirabella développe dans son ouvrage paraîtra certainement inacceptable à beaucoup de lecteurs et soulèvera de nombreuses objections. Néanmoins, sur le plan théorique, le raisonnement et les conclusions restent éminemment logiques. L'avenir seul démontrera dans quelle mesure une unification financière aussi poussée, des États membres du Marché Commun, sera réalisable.

Alice Poznanska

**Canadian Economic Policy**, par T.-N. BREWIS, H.-E. ENGLISH, ANTHONY SCOTT ET PAULINE JEWETT. Un vol., 6 po. × 9¼, relié, 365 pages. — THE MACMILLAN CO. OF CANADA LTD., Toronto, 1961. (\$5.50).

Il s'agit d'un ouvrage dans lequel les auteurs analysent la politique économique canadienne depuis la fin du dernier conflit mondial.

À la division traditionnelle de l'étude de la politique économique selon les secteurs (politique agricole, des transports, du travail, etc.), on a substitué un examen des politiques économiques par rapport aux objectifs poursuivis: allocation efficace des ressources, stabilité et plein emploi, égalité ou justice sociale.

La première partie du livre traite de l'incidence des impôts, des subsides, des paiements de transfert, etc., sur l'affectation des ressources. L'examen de l'effet des tarifs douaniers sur l'économie constitue l'une des meilleures analyses d'ouvrage. Deux chapitres sont ensuite consacrés à l'influence de l'État sur l'affectation des ressources dans l'avenir, c'est-à-dire au rôle de l'État dans l'accumulation du capital. Il s'agit en vérité d'un exposé des imperfections du marché du capital et de la difficulté à définir un taux idéal de croissance économique. L'importance de mesurer la rentabilité sociale des investissements publics est heureusement soulignée. En cette matière, nos gouvernements souffrent d'un retard qu'il est urgent de rattraper si l'on désire améliorer l'allocation des ressources à des fins collectives. Dans l'ensemble, cette deuxième partie constitue plutôt un exposé des problèmes que comporte l'action de l'État dans l'allocation des ressources qu'une évaluation des effets de cette action.

La deuxième partie de l'ouvrage est une analyse de la politique de stabilisation. Elle débute par un chapitre traitant de l'influence de la pensée keynésienne sur la politique canadienne de plein emploi après la guerre. Un chapitre complet décrit l'organisation de la prévision économique dans l'administration fédérale. Nous savions déjà que l'éclectisme le plus complet règne en ce domaine. Quelles que soient les méthodes utilisées (incluant les modèles économétriques), au moment de la décision économique, une place très large semble faite au jugement économique, ce qui bien souvent équivaut probablement à des conjectures «éclairées». On pourrait reprocher aux auteurs de n'avoir pas mentionné les prévisions économiques en agriculture, publiées chaque année. La politique fiscale et monétaire